

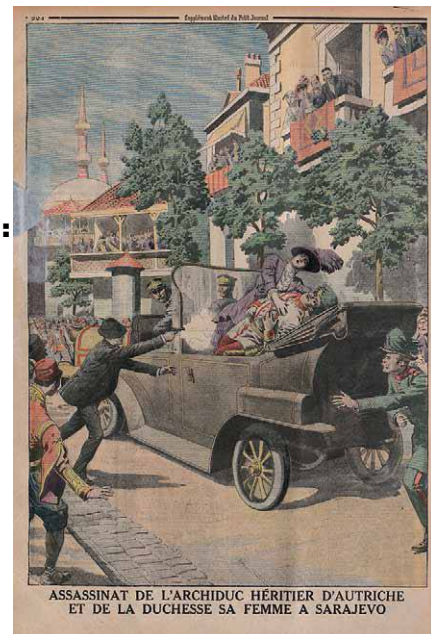


L'été 14 ou les journées qui ont fait basculer l'Europe dans la guerre

début juillet

L'attentat de Sarajevo. Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand et son épouse, la duchesse de Hohenberg, sont assassinés à Sarajevo par un nationaliste serbe de Bosnie. S'agit-il d'un nouvel et énième assassinat politique comme l'Europe en a tant connu les années précédentes, notamment aux confins de l'Autriche-Hongrie ? Ce fait divers tragique n'empêche pas l'été de suivre son cours habituel : les paysans sont aux champs, les ouvriers à l'usine, quelques rares privilégiés s'offrent des vacances au bord de la mer. Les rumeurs de guerre parviennent à la société européenne sur un fonds de prospérité économique et de suprématie politique : c'est la Belle Époque. Les loisirs prennent de plus en plus de place et on croit en l'avenir et au progrès, au seuil du nouveau siècle.

Rédaction :
Lucile Trunel



« Assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche et de la duchesse sa femme à Sarajevo »
Le Petit Journal supplément illustré,
12 juillet 1914.
BnF, Philosophie, Histoire, Sciences de l'homme, Fol-Lc2-3011

La revue du 14 juillet : en équilibre sur deux bicyclettes.
Photographie de presse, agence Meurisse
BnF, Estampes et photographie, Ei-13

23 juillet

Ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Le 23 juillet, en représailles à l'assassinat de l'archiduc, l'Empire austro-hongrois adresse un ultimatum à la Serbie, rompant le silence diplomatique qui avait suivi, pendant trois longues semaines, l'attentat de l'héritier du trône impérial. Partout en Europe, les hommes politiques et les diplomates ne sont pourtant guère inquiets : c'est une crise régionale qui doit se régler, comme de nombreuses tensions auparavant, par une conférence de paix.



Pierre 1^{er} de Serbie (1844-1921), monté sur le trône en 1903 à la suite d'une sanglante révolution de palais, et Nikola I^{er} président du Conseil en 1914, sont deux nationalistes très influents qui indisposent l'Autriche. S'ils n'ont pas armé directement les nationalistes, ils les soutiennent discrètement malgré tout.

L'illustration, 1914.
Impressions photomécaniques
BnF, Estampes et photographie, N2 (Pierre⁶⁹)

Le Kaiser Guillaume II participe alors à une croisière en mer, le président Raymond Poincaré est en visite officielle à Saint-Pétersbourg pour réaffirmer l'alliance franco-russe. Seuls quelques esprits inquiets s'alarment, car le jeu des alliances peut entraîner l'Europe dans une guerre que l'on imagine dure, mais brève.



Les empereurs Guillaume II d'Allemagne et François-Joseph d'Autriche-Hongrie : l'alliance des empires centraux.

Viribus unitis (« par l'union de nos forces »), vers 1914.
Chromolithographie
BnF, Estampes et photographie, N3 (Guillaume II)

Depuis 1899, en effet, une série de conflits avant-coureurs en Afrique du Sud, en Mandchourie et dans les Balkans aurait pu laisser deviner la violence des guerres à venir, à travers les nouvelles armes déployées (mitrailleuses, fusils à répétition, mines, torpilles...) ou l'apparition des tranchées. Mais les représentations de la guerre demeurent encore ancrées dans le xix^e siècle, images traditionnelles qui exaltent la prouesse physique et ignorent la dimension mécanisée des conflits modernes.

24 juillet

Face à l'intransigeance de l'ultimatum autrichien, le prince régent Alexandre de Serbie, fils de Pierre I^{er}, demande l'aide du tsar Nicolas II, allié de la Serbie face à la puissante Autriche-Hongrie. Mais l'implication de la Russie déclencherait en retour l'agression de l'Allemagne, alliée de l'Empire austro-hongrois, et très certainement, en réaction, celle de la France, alliée de la Russie, et enfin de la Grande-Bretagne à la France par l'Entente cordiale. Russie, France et Grande-Bretagne sont engagées ensemble par les accords de la Triple-Entente.



Le tsar Nicolas II et le roi George V d'Angleterre. Les alliances politiques se compliquent à travers les liens familiaux des familles régnantes.

Photographie Agence Rol
BnF, Estampes et photographie, Ei-13

Jeux politiques et têtes couronnées ont partie liée. Victoria, la reine d'Angleterre, est, jusqu'à sa mort en 1901, la « grand-mère de l'Europe » : Georges V et Guillaume II sont ses petits-fils mais aussi le tsar Nicolas II par alliance. Les cousins échangent d'ailleurs entre eux des télégrammes pendant la crise de l'été 1914, parallèlement à l'action menée par leurs diplomates.



Le Kaiser Guillaume II et le roi d'Angleterre George V à Potsdam.

Photographie de presse, agence Meurisse
BnF, Estampes et photographie, Ei-13

25 juillet

Inquiètes, la Grande-Bretagne et la Russie demandent à prolonger l'ultimatum à la Serbie de quarante-huit heures : les Serbielles souhaitent préserver la paix et conseillent à la Serbie la conciliation. Mais l'ultimatum autrichien contient des conditions inacceptables pour les Serbes (l'ingérence policière autrichienne directe dans l'enquête menée autour de l'assassinat de l'archiduc).



« L'Entente cordiale » : visite de George V en France. Après des années de rivalité, France et Grande-Bretagne parviennent à un accord en 1904.

Photographie de presse, agence Rol
BnF, Estampes et photographie, Ei-13

Y a-t-il un risque d'être pris dans un engrenage menant à la guerre ? La propagation des nationalismes idéologiques en Europe avant 1914 pourrait faire penser que tous les acteurs sociaux des pays belligérants (qui se mobilisent et se convertissent massivement à la guerre à l'été 14) souhaitaient la guerre. En France, depuis la défaite de 1870, l'esprit revanchard anime toujours certains partis bellicistes. Mais le pacifisme est aussi ardemment défendu, du côté des socialistes comme Jaurès, ou des internationalistes prolétariens. La crise aurait pu s'arrêter là, car si l'on ne devine pas alors l'ampleur que pourrait revêtir le conflit, et si certains souhaitent une guerre brève pour régler définitivement les tensions, la plupart des populations et de nombreux hommes politiques redoutent un conflit européen.



Le quotidien La Revanche qui prétendait jouer sur la rancœur anti-allemande en France, disparaît rapidement, symptôme de la relativité du sentiment germanophobe quinze ans après 1870.

Ici on lit La Revanche.
Affiche lithographiée. BnF, Estampes et photographie, Ent Dn1 (Lévy, Emile)-Ft 6

26 juillet

Mais les systèmes d'alliance permettent à l'Autriche-Hongrie et à la Russie de prendre des initiatives risquées sans avvertir ouvertement leurs alliés. Le tsar Nicolas II est soumis à la pression de son entourage et commence à préparer la mobilisation. Le 26 juillet, il prend des mesures de pré-mobilisation, devant l'obstination de l'Autriche à menacer la Serbie, qui n'a, de son côté, accepté que partiellement de se soumettre à l'ultimatum, refusant de céder aux exigences autrichiennes qui empiètent sur sa souveraineté.



Familles royales d'Angleterre et de Russie, Nicolas II et Edouard VII (père de Georges V). Cette image de la sociabilité estivale de familles régnantes évoque aussi le rapprochement entre la Grande-Bretagne et la Russie au sein de la Triple-Entente conclue en 1907.

Photographie argentique
BnF, Estampes et photographie, Ne-101 (Nicolas II)



René Viviani (1863-1925), agence Meurisse, 1912
Photographie négative sur verre
BnF, Estampes et photographie, EI-13 (2474)

René Viviani était défavorable à la loi de trois ans, qui allongeait le service militaire en France, loi souhaitée par le parti belliciste. Ministre des Affaires étrangères depuis juin 1914, Viviani accompagne le président Poincaré dans son voyage en Russie. Face à la crise internationale, il se résigne à autoriser des préparatifs militaires français à partir du 30 juillet. Il prescrit cependant aux troupes de rester à dix kilomètres de la frontière, décision essentielle permettant de faire porter la responsabilité de l'Allemagne dans l'entrée en guerre.

27 juillet

L'Allemagne rejette le projet de conférence proposé par la Grande-Bretagne pour enrôler la crise austro-serbe, alors que la Russie et l'Italie ont donné leur accord.

La mobilisation partielle mais immédiate est décidée en Autriche-Hongrie, et la concentration de la flotte de guerre britannique est amorcée... La paix vacille désormais, et, chaque jour, dépêches diplomatiques et télégrammes sont échangés entre tous les acteurs de la crise.



François-Joseph I^{er} (1830-1916), empereur d'Autriche, roi de Hongrie, de Bohême et de Croatie de 1848 à 1916, est l'allié loyal de l'Allemagne. Choqué par l'assassinat de son neveu, il considère comme d'autres responsables autrichiens que la Serbie a, au moins, laissé faire les nationalistes serbes voire est complice de l'attentat. Sans être belliciste, il ne fait rien pour empêcher le conflit et entérine le 28 juillet les décisions de ses ministres favorables à la guerre.

Photographie sur papier aristotype
BnF, Estampes et photographie, N2
(François-Joseph I^{er})

Le 27 juillet, Jules Cambon, ambassadeur de France en Allemagne, écrit au ministre des Affaires étrangères par interim Jean-Baptiste Bienvenu-Martin :

« Il a toujours été entendu qu'en cas de conflit obligeant l'Allemagne à agir à l'Est et à l'Ouest, c'est nous qui serions le premier objectif de ses armées... Je pensais que l'Allemagne attendrait pour entrer en action que la Russie attaquerait l'Autriche et répondrait à son attaque par une attaque, mais si la mobilisation de la Russie lui semble menaçante, il apparaît qu'elle ne tergiverserait pas et qu'elle fera, pour employer l'expression qui a été employée avec moi, un éclat dirigé contre nous. »

28 juillet

L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie. L'empereur Guillaume II et le tsar Nicolas II échangent des télégrammes fréquents mais ne parviennent pas à trouver une solution diplomatique à la crise.

Guillaume II écrit dans un télégramme à Nicolas II, le 28 juillet à 22h45 :

« Je ne me dissimule aucunement combien il est difficile pour toi et ton gouvernement de résister aux manifestations de l'opinion publique. En souvenir de la cordiale amitié qui nous lie tous deux étroitement depuis longtemps, j'use de toute mon influence pour décider l'Autriche-Hongrie à en venir à une entente loyale et satisfaisante pour la Russie. »

Le goût pour les uniformes militaires, l'appui au développement de l'armement allemand et ses liens avec l'aristocratie prussienne pouvaient faire passer Guillaume II de Hohenzollern pour belliciste. En fait, il laisse agir ses ministres, soutient son allié austro-hongrois tout en espérant longtemps pouvoir localiser le conflit en Serbie.



Jean Veber, « Tournée de Guillaume II – 15 jours en Turquie, Palestine, Jérusalem et les lieux saints », 1898. Couverture du numéro spécial du Rire, n° 212, 26 novembre 1898. BnF, Estampes et photographie, EF-490 (5)-Fol (Viviani)

Dans un esprit satirique féroce et nationaliste, l'artiste Jean Veber avait, dès 1898, caricaturé dans *Le Rire* les ambitions de Guillaume II, lors d'un voyage impérial visant à renforcer les liens diplomatiques et économiques entre les empires allemand et turc.

Pour les chefs militaires, le moindre retard dans la mobilisation risque d'avantager l'ennemi. En outre, les traités d'alliance (comme entre la Russie et la France) prévoient des délais brefs de mobilisation afin de renforcer l'assistance réciproque. Les états-majors prennent de vitesse les diplomates et pressent donc leurs gouvernements de lancer rapidement la mobilisation générale planifiée de longue date. Deux plans militaires déjà anciens et qui n'anticipent pas du tout la guerre moderne sont mis en œuvre : le plan Schlieffen en Allemagne, qui prévoit d'attaquer d'abord à l'ouest, puis de se retourner vers la Russie et le plan XVII en France, plan de mobilisation et de concentration, en vue de l'offensive à outrance



Louis Bombléd, *La Guerre de demain*, grand récit patriotique par le capitaine Danrit... Affiche lithographiée
BnF, Estampes et photographie, Ent Kb-1 (25)-Roul

Les ouvrages du lieutenant-colonel Driant, publié sous le pseudonyme de capitaine Danrit, sont extrêmement populaires à la fin du XIX^e siècle. Ils sont offerts en cadeau ou aux écoliers comme livres de prix. *Dans la Guerre de demain* anticipe très bien les ressorts de la guerre moderne.

29 juillet

Après avoir signé la mobilisation générale à midi, Nicolas II l'annule en soirée, puis décide une mobilisation partielle dirigée contre l'Autriche-Hongrie, et suggère un télégramme à Guillaume II de recourir à l'arbitrage de la Cour de La Haye pour résoudre le conflit austro-serbe.



Cosaques partant à la frontière.
Agence Rol, 1914
BnF, Estampes et photographie, Ei-13

Nicolas II écrit dans un télégramme à Guillaume II, le 29 juillet à 13h :

« Une guerre honteuse a été déclarée à une faible nation : je partage entièrement l'indignation qui est immense en Russie. Je prévois que très prochainement je ne pourrai plus longtemps résister à la pression qui est exercée sur moi et que je serai forcé de prendre des mesures qui conduiront à la guerre. Pour prévenir le malheur que serait une guerre européenne, je te prie, au nom de notre vieille amitié, de faire tout ce qui sera possible pour empêcher ton alliée d'aller trop loin. »



Nicolas II et le tsarévitch en tenues militaires, vers 1916.

L'illustration.
Impression photomécanique
BnF, Estampes et photographie, N2 (Nicolas II)

Nicolas II, influencé par le panslavisme de son entourage, ne peut laisser la Serbie seule face à l'Autriche-Hongrie. La Russie se considère comme la protectrice des populations slaves. La mobilisation partielle en Russie, dans les districts proches de l'Empire austro-hongrois, provoque le basculement général. Le tsar signe l'ordre de mobilisation malgré l'avis de l'impératrice et des milieux pro-allemands de la cour.

30 juillet

Sous la pression de l'État-major et de son ministre des Affaires étrangères Sergueï Sazonov, Nicolas II signe dans l'après-midi l'ordre de mobilisation générale.

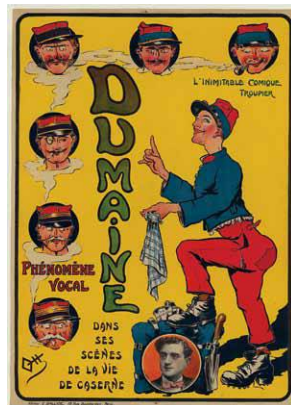
L'Allemagne rejette la proposition du tsar de soumettre le différend austro-serbe à l'arbitrage de la Cour de La Haye. La France met en place une armée réduite en retrait des frontières afin d'éviter tout incident avec l'Allemagne.



L'antimilitariste vu par la presse populaire. Chauvin et cocardier. Le Petit Journal donne une image de l'antimilitariste qui tient à la fois de l'Apache et du révolutionnaire, contrastant sans subtilité avec les « bonnes gens » qui assistent à la revue.

« L'Antimilitariste et le tambour-major »
Le Petit Journal supplément illustré, 11 avril 1909.
BnF, Philosophie, Histoire, Sciences de l'homme, Fol-Lc2-3011

Il importe de connaître le rôle important que tiennent les militaires dans la société européenne avant 1914, afin de comprendre l'influence prépondérante que les états-majors ont exercée sur les décisions politiques au plus haut niveau. Les militaires sont partout, représentant une fraction non négligeable de la population, dont ils sont proches, et pour laquelle ils constituent une figure familière et rassurante.



H.O. Dumaine, phénomène vocal. L'inimitable comique troupier dans ses scènes de la vie de caserne. Affiche lithographiée
BnF, Estampes et photographie, Ent Do-1 (H.O.)-Roul

La mode du comique troupier. Le service militaire infie des générations entières aux joies de la vie de caserne et engendre une culture populaire, dont fait partie le comique troupier, qui connaît son apogée à la veille de la guerre.

31 juillet

L'Allemagne proclame « l'état de guerre menaçant » en réaction à la mobilisation générale (stopper la mobilisation) et à la France (préciser ses intentions en cas de conflit germano-russe). Si la France choisit la neutralité, elle doit livrer en gage les forteresses de Toul et de Verdun.



Jean Jaurès en meeting, vers 1910.
Photographie argentique
BnF, Estampes et photographie, N2 (Jaurès)

Au congrès de la II^e Internationale socialiste à Bâle en 1912, Jaurès avait déclaré : « J'appelle les vivants... je pleure les morts... je briserai les foudres de la guerre qui menacent dans les nuées ». L'Internationale divisée est pourtant impuissante à enrayer la marche vers la guerre.

Dans la soirée, Jean Jaurès, leader socialiste de poids, est tué par Raoul Villain, un extrémiste nationaliste. Le pacifisme, qui s'incarnait notamment dans la figure respectée de Jaurès, perd du coup un défenseur essentiel et s'affaiblit brutalement. Bon nombre de promoteurs de la paix se résignent à l'idée que la guerre est inévitable et se rallient à la lutte pour défendre la patrie agressée. Les nationalistes virulents, qui souhaitent une guerre purificatrice, sont à l'apogée de leur influence.



Après la mort de Paul Déroulède en janvier 1914, c'est l'écrivain Maurice Barrès qui lui succède à la tête de la Ligue des patriotes quelques semaines avant la guerre. Barrès porte des aspirations patriotiques, mais aussi des arrière-pensées politiques : les nationalismes jouent sans doute un vrai rôle dans la préparation des esprits à la mobilisation générale.

S. Courtois, Maurice Barrès et Paul Déroulède devant le monument de Jeanne d'Arc à Paris, 14 juillet 1912.
Photographie argentique
BnF, Estampes et photographie, Ne-101 (Barrès)

1^{er} août

Les ordres de mobilisation générale en France et en Allemagne sont donnés dans l'après-midi, et l'Allemagne déclare la guerre à la Russie dans la soirée. En France, dans une volonté d'apaisement des esprits, le gouvernement décide de ne pas arrêter les personnalités antimilitaristes susceptibles de gêner la mobilisation, recensées dans le célèbre carnet B.



Une du grand journal socialiste L'Humanité sur l'assassinat de Jaurès, son fondateur et directeur.

L'Humanité 1^{er} août 1914.

BnF, Droit, Economie, Politique, GR FOL- LC2- 6139

Avec le déclenchement des mobilisations au début du mois d'août, plusieurs millions d'hommes se trouvent enrôlés : on rappelle les réservistes, et une logistique très performante permet d'acheminer troupes et équipements vers les lieux de concentration prévus par les plans militaires. L'armée française, avec les réservistes, rassemble 3 580 000 hommes. L'Allemagne compte 3 800 000 hommes et la Russie près de 6 000 000...



« Armée de terre et armée de mer. Ordre de mobilisation générale », dimanche 2 août 1914.

Affiche

BnF, Estampes et photographie, Ent Qb-1 (1914)-Ft 6

Poincaré et Viviani rédigent le 1^{er} août un « appel à la nation française », publié le lendemain dans les journaux : « La mobilisation n'est pas la guerre ; dans les circonstances présentes elle apparaît au contraire comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur. » Le gouvernement français s'efforce dès lors de mener une politique de rassemblement de tous les partis : l'Union sacrée pour défendre la patrie.

2 août

L'armée allemande entre au Luxembourg et la Belgique rejette l'ultimatum allemand dans la matinée du 3 août, et dans la soirée, l'Allemagne déclare la guerre à la France alléguant le bombardement de plusieurs villes allemandes par l'aviation française. Les Allemands entrent en Belgique. L'Italie, alliée théorique de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, déclare sa neutralité.



Caractéristiques des premiers jours de la mobilisation, ces images (posées pour des agences de presse) ont pu donner l'impression que tous les soldats portaient « la fleur au fusil », alors que chez la majorité d'entre eux et dans tous les pays belligérants la résignation domine.

Soldats allemands quittant Munich pour aller à Paris. Agence Rol, 1914

BnF, Estampes et photographie, Ei-13

C'est une incursion allemande dans le Territoire de Belfort qui occasionne les premiers morts : le caporal français Jules-André Peugeot et le sous-lieutenant Camille Meyer.

Les mois d'août et de septembre sont les plus meurtriers de la guerre notamment pour les officiers : les armées d'infanterie s'affrontent à découvert et sont fauchées par les mitrailleuses. Les soldats s'enterrent ensuite dans des tranchées, le long d'un front stable. La guerre de mouvement ne reprend qu'au printemps 1918.



Cadavres de civils fusillés au lieu-dit La Prêle, Gerbéviller (54), septembre 1914.

Photographie argentique

BnF, Estampes et photographie, Qb Mat-1 (A)-Pet Fol

3 août

La Belgique rejette l'ultimatum allemand dans la matinée du 3 août, et dans la soirée, l'Allemagne déclare la guerre à la France alléguant le bombardement de plusieurs villes allemandes par l'aviation française. Les Allemands entrent en Belgique. L'Italie, alliée théorique de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, déclare sa neutralité.



Les civils sont rapidement touchés : pendant l'invasion allemande de la Belgique et du nord de la France, certains obus de longue portée touchent les villes que les populations n'ont pas eu le temps ou la possibilité d'évacuer. Les habitants des zones occupées sont soumis à des conditions de vie très éprouvantes.

Parmi les ruines, une femme atteinte par un schrapnel, 1914.

BnF, Estampes et photographie, Ei-13

Dans ses notes journalières, le président Poincaré écrit, après réception de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France :

« ... Jamais une déclaration de guerre n'a été accueillie avec une telle satisfaction. La France ayant fait tout ce qui dépendait d'elle pour maintenir la paix et la guerre étant devenue inévitable, mieux valait cent fois que nous ne fussions pas amenés, même par la violation réitérée de notre frontière, à la déclarer nous-mêmes. »



Raymond Poincaré (1860-1934), président de la République de 1913 à 1920. Il pousse au resserrement des alliances et à la fermeté contre l'Allemagne, plus soucieux d'entrer dans le conflit dans de bonnes conditions que de maintenir la paix.

Héliogravure d'après une photographie de l'atelier Eugène Pirou

BnF, Estampes et photographie, N2 (Poincaré)

